

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ

Sous-direction Prévention du risque infectieux

Bureau RI 1-3

Tél. 01 40 56 69 29

thierry.comolet@sante.gouv.fr

Pégaré D14 - 13734

Ri : D 314

Paris, le 17 OCT 2014

La ministre des Affaires sociales, de la Santé et
du Droit des femmes

à Mesdames et Messieurs les Directeurs
généraux des Agences régionales de santé
(pour attribution)

Objet : Note d'information concernant les mesures de prévention de la poliomyélite dans le contexte actuel d'urgence sanitaire décrété par l'OMS

La poliomyélite, maladie infectieuse virale éliminée de France depuis 1990, continue à sévir dans certains pays. Dans ce contexte, l'OMS a déclaré une Urgence de Santé Publique de Portée Internationale (USPPI) et recommande un certain nombre de mesures aux pays susceptibles d'exporter le virus et la maladie (Pakistan, Syrie, Cameroun, Nigéria, Afghanistan, Irak, Ethiopie, Somalie, Guinée équatoriale, Israël). Suite à une saisine de la DGS, le HCSP a effectué un certain nombre de recommandations permettant de faire face à cette situation.

Ces recommandations conduisent à mettre en œuvre les mesures suivantes :

- 1) Sur le territoire national, la population est protégée contre la poliomyélite et les conséquences d'une éventuelle importation dans la mesure où elle est correctement vaccinée et que la couverture vaccinale est homogène et très élevée. Il est donc important de vérifier et mettre à jour le statut vaccinal individuel des enfants et des adultes –selon les normes de primo-vaccination et de rappels du calendrier vaccinal en vigueur¹ à l'occasion de leurs contacts avec le système de soin. Cette recommandation doit être rappelée aux URPS, centres de vaccination et de PMI, Services universitaires de médecine préventive, Centres de vaccination internationale et contre la fièvre jaune ainsi qu'aux acteurs de la promotion de la santé.
- 2) La vérification et la mise à jour du statut vaccinal au regard de la poliomyélite est particulièrement nécessaire :

¹ http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/Calendrier_vaccinal_ministere_sante_2014.pdf

- (i) chez les personnes provenant des pays où le poliovirus circule surtout si ces personnes y ont séjourné dans des conditions d'hygiène précaire ;
- (ii) chez les voyageurs désirant se rendre en Afrique ou en Asie ; il est conseillé d'inscrire cette vaccination dans leur carnet international de vaccination².

Vous voudrez bien rappeler ce point aux organismes susceptibles de prendre en charge les personnes ayant récemment migré de ces pays (associations caritatives, services d'urgence, OFFI, PASS, OFPRA, CADA etc.) ainsi que les organismes et professionnels chargés de conseiller les voyageurs.

3. Selon les préconisations de l'OMS pour éviter l'exportation du poliovirus, les pays où circule le virus de la poliomyélite peuvent désormais, à leurs frontières, exiger de toute personne quittant leur pays de prouver sur un carnet international de vaccination qu'elle a reçu un vaccin de rappel contre la polio au cours des 12 derniers mois³. Le HCSP recommande donc que tous les voyageurs se rendant de France dans ces pays reçoivent un tel vaccin polio afin d'anticiper cette exigence, et d'inscrire cette vaccination sur leur carnet international de vaccination. Ce vaccin polio inactivé sera administré soit dans le cadre de la mise à jour du statut vaccinal, soit comme rappel supplémentaire si le statut du voyageur est à jour mais que la dernière vaccination/rappel date de plus d'un an.

La recherche systématique de poliovirus dans les selles des petits enfants adoptés provenant de ces pays ne constitue pas une recommandation retenue par le Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Ces recommandations sont susceptibles d'évoluer selon la situation épidémiologique dans les pays d'endémie et selon les positions de l'OMS sur le risque d'exportation de poliovirus à partir de ces pays. Vous me tiendrez informé de toute difficulté rencontrée.

Le Directeur Général de la Santé,

Professeur Benoît VALLET

² Téléchargeable à l'adresse suivante http://www.who.int/ihr/ports_airports/icvp/fr/

³ Cette mesure devrait s'appliquer, selon l'OMS, si le séjour dans le pays d'endémie a duré plus de quatre semaines ; le HCSP la recommande quelle que soit la durée de séjour